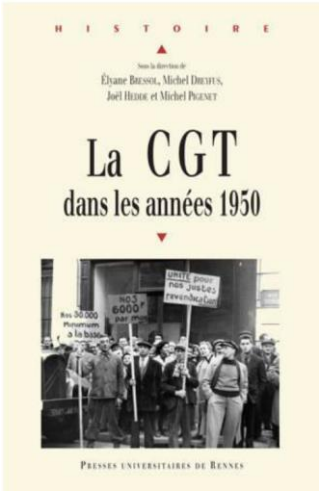
Dossier

La CGT dans les années 1950



Cet ouvrage, pour moi, s'inscrit dans la même veine que celui consacré à la **CGT-FO**, à peu près pour la même période : « ***La Naissance de Force Ouvrière autour de Robert Bothereau*** **»,** édité aussi par les **Presses Universitaires de Rennes.** D'ailleurs, on retrouve des contributeurs communs à ces deux **Actes** de Colloques. Le survol des thèmes abordés est très riche et complet, j'essaierai d'en traiter quelques-uns, mais pas tous, pour ne pas gâcher le plaisir de lire cet ouvrage fort utile.

Il y a cependant un sujet que je ne traiterai pas dans cette recension, pourtant il me passionne depuis longtemps et aussi, je pense, les militants un peu « *vigoureux* » qui aime la confrontation, c'est celui de la ***Manifestation Ridgway*** du 28 mai 1952. J'évoquerai cependant les conséquences importantes de cette manifestion pour la **CGT** et le **PCF** car en lisant cet ouvrage sur la **CGT**, j'ai découvert que **Michel Pigene**t (un des contributeurs des présents ***Actes***) avait consacré un ouvrage à cet épisode haut en couleurs.

Un vieux camarade **Libre Penseur** ex-**PCF** avait appelé cette manifestation : « ***Gourdins et Punaises*** », punaises qui servaient à épingler une carte de visite comme pancarte et d'une pichenette, il ne restait plus que le gourdin ou le manche de pioche qui devenait ainsi un instrument de dialogue un peu viril avec les **Forces de l'Ordre**. Je me suis procuré avec délice et envie cet ouvrage que je recenserai aussi à la suite de celui-ci.

Dans ce Colloque commun au **Centre d'Histoire sociale du XX^e^ siècle** et de **l'Institut CGT d'Histoire sociale**, un grand nombre de contributions porte sur l'Histoire vue à partir de structures confédérales, professionnelles ou interprofessionnelles de la **CGT** sur différents sujets dans différents moments. Le rôle des acteurs fut aussi essentiel, et se détache bien la figure puissante de **Benoît Franchon**, entre autres. Le portait du très stalinien **Auguste Lecoeur** n'est pas tendre, ainsi que son revirement après sa purge dans le **PCF** où il bascule dans l'anticommunisme le plus servile, la servilité ne l'ayant par contre jamais quittée.

Sont analysés des secteurs particuliers comme les **PTT**, **EDF/GDF**, la **SNCF** et **Marseille, Tourisme et Travail** qui, d'unitaire en 1944 à sa création, verra le départ de tous les syndicats autres que la **CGT.** De même les relations avec l'**UNEF** après ***la Libération*** sont examinées, notamment sur le soutien de la **CGT** à la question de la Sécurité sociale étudiante. Mais les

relations se distendront avec la **Guerre d'Algérie** où les deux syndicats ne sont pas sur la même orientation et que dire de **1968** !

Au début était la scission

C'est le *Grand Traumatisme* qui ne sera jamais surmonté et qui marquera pour longtemps, et encore aujourd'hui, le **Mouvement syndical ouvrier** et, comme nous l'avons vu dans ma recension sur la **CGT-FO**, qui aura aussi des conséquences dans le syndicalisme de sacristies (**CFTC** et **CFDT**). On passera ainsi d'un ***Syndicalisme de masse*** à un ***Syndicalisme de militants***, les effectifs de 1947 ne seront jamais retrouvés, même en additionnant ceux de la **CGT**, de la **CGT-FO** et de la **FEN**. Les effectifs **CGT** dans la Métallurgie passeront ainsi de 70% dans la branche en 1947 à moins de 15% au début des années 1960.

La période est celle des affrontements entre les camps et cela déteindra partout. Il faut aussi brouiller les cartes en vue d'une « *réunification* » toujours demandée et jamais réalisée, maintenant la fiction d'avant 1947 où les « *Confédérés* » cohabitaient avec les « *Unitaires* ». Il doit donc y avoir des « *non-communistes* » pour jouer ce rôle et seront effacées au maximum les choses trop voyantes qui montraient la tutelle pesante du **PCF** sur la **CGT**. C'est le **PCF** qui sélectionnera les responsables **CGT** à tous les niveaux.

Par exemple, la présence de **Benoit Frachon** au Bureau politique du **PCF** ne sera dévoilée qu'en 1956, au moment de la révolte des **Hongrois** contre le **stalinisme**, et il n'y a aucun hasard à ce dévoilement, car les choses vont mal pour le **PCF** à ce moment-là et tout ce qui apparait comme une force doit être utilisé. Et pourtant, ce même **Frachon** refusera que la **CGT** s'aligne purement et simplement sur la version du **PCF** quant à la nature « *contre-révolutionnaire* » de la **Révolution du Prolétariat hongrois**, en laissant libres de leurs positions les Fédérations professionnelles et les Unions départementales ; et la Confédération ne dira rien es-qualité.

La crise est telle que des distorsions se font jour dans le couple **PCF/CGT** comme par exemple sur l'**Algérie** où la **CGT**, en novembre 1954, justifie le droit à **l'insurrection du Peuple algérien** alors que le **PCF** est toujours sur la ligne du maintien/association dans l'Empire français, s'alignant ainsi sur sa propre bourgeoisie, comme il l'avait fait auparavant pour l'**Indochine.** Le poids de **l'ancienne CGT** pèse aussi, par exemple, dans le maintien d'un **anticléricalisme** qui s'oppose « *à la main tendue aux catholiques* »

Autre sujet de clivage, alors que le **PCF** s'aligne sur les positions de **Jeannette Thorez-Vermeersch** - une « *féministe* » comme on les aimait au **Vatican**, qui combattait l'avortement et la contraception, car en France, il fallait produire et reproduire et « *Français* » si possible. La **CGT** ne suit pas cette position réactionnaire et beaucoup de ses militants sont pour le **Planning familial** avec tout ce que cela comporte : contrôle des naissances, contraception et IVG.

Un autre sujet que je n'aborderai pas dans cette recension est le rapport **FEN/CGT**, car la **Libre Pensée** éditera prochainement un ouvrage en hommage à **Paul Ruff**, le dirigeant de la **Tendance FO** dans la **FEN**, et animateur du **CLADO** (Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière) ~~et~~ qui fut un des organisateurs du débarquement des Anglo-Saxons en novembre 1942 en Afrique-du-Nord (***Opération Torch***). Toutes ces questions y seront traitées et nous vous invitons à vous le procurer dès sa parution prochaine et surtout à le lire, tant sa nouveauté va éclairer les esprits sur l'action de la **CGT-FO** dans l'Enseignement, qui ne date pas de 1984, loin de là, mais bien de 1947 perpétuant la tradition de la ***Vieille-CGT*** avec l'entrée des enseignants dans les **Bourses du Travail.**

Après 1945, la société change et le prolétariat aussi, on va vers les « ***Trente Glorieuses*** » qui bouleverseront beaucoup de choses dans tous les domaines. Le nombre d'Ouvriers Spécialisés (**OS**) s'accroitra exponentiellement, ce qui fera rapidement apparaitre la revendication d'un minimum mensuel garanti qui remettra en cause, de fait, le paiement à la pièce et à la tâche.

La Sécurité sociale

L'ouvrage a l'intérêt et l'honnêteté de montrer la réalité historique sur cette question fondamentale. À en croire la ***Vulgate stalinienne***, elle serait l'œuvre quasi unique du **PCF** et d'**Ambroise Croizat**. Il n'en est rien, c'est un « *Confédéré* », **Georges Buisson,** qui en est le véritable père et qui portera le projet à **l'Assemblée provisoire d'Alger** à partir de 1943. Les « *Unitaires* » sont plus dans la ligne de la contestation des « ***Retraites ouvrières*** » de 1910 que dans celle de la ***Vieille-CGT*** sur les Assurances sociales dans les années 1930.

« *De 1944 à 1949, le **PC** ne manifeste pas d'avantage d'intérêts pour la réforme* (celle de 1945 portant création de la **Sécurité sociale**). *Jusqu'en 1945, elle n'est jamais évoquée. En juillet 1946, le **PC** envisage* (mais ne fait rien de réel - **NDCE**) *de s'opposer à une résolution du **MRP**, tendant à retarder la mise en application de la loi.* » La seule déclaration qui a été faite l'a été pour dénoncer « *l'anticommunisme qui a été développé lors des élections pour les Caisses Primaires* ».

Comme pour la question contractuelle, la **CGT** mettra de l'eau dans son vin et s'adaptera à la réalité ; elle va devoir s'intéresser à la Sécu, mais parfois d'une drôle de manière. Au Congrès confédéral de 1955, elle se prononce pour « *la gratuité des soins médicaux, chirurgicaux et des frais pharmaceutiques, pour la défense des régimes particuliers, pour l'augmentation des salaires et l'éviction des patrons dans la gestion.* » C'est quasiment le programme électoral de **Ferdinand Lop** en 1965 avec en moins le prolongement du Boulevard Saint-Michel jusqu'à la mer et l'extinction de la paupérisation après 22h.

Mais elle se prononce pour la suppression de la cotisation ouvrière, seuls le patronat et l'État doivent payer. Mais alors comment demander en même temps que ce soit les seuls syndicats ouvriers qui gèrent quand les travailleurs ne paieraient rien ? Au nom de quel principe ? Si tu ne paies rien, tu contrôles, si tu paies, tu ne contrôles pas ? C'est de la démagogie populiste pure.

En 1965, c'est encore pire, la **CGT** réclame que seul l'État paie, et plus les patrons. Cela s'appelle l'étatisation pure et simple. Si la **Sécurité sociale** devient un service de l'État, il ne faut pas alors que les **syndicats ouvriers** gèrent, sinon ils ne sont plus indépendants de l'État, mais cogestionnaires et subsidiaires de l'État. Quoi que l'on comprenne de ce que dit la **CGT** alors, c'est l'incohérence la plus totale.

Sur le plan mutualiste, c'est de la même eau. En 1959, elle estime que la **FNMF** (Fédération nationale de la Mutualité française) est « *positivement colonisée par le patronat* » et s'oppose à sa participation à la gestion de **l'Assurance maladie**, car les complémentaires n'ont pas à gérer le **Régime général**. Cela peut s'entendre. Mais pourquoi la **CGT** constitue en 1960 une Fédération nationale des Mutuelles ouvrières (**FNMO**) qui demande à être dans les Conseils d'administration à tous les niveaux dans l'Assurance maladie, et qui finira par demander son adhésion à la **FNMF**, qui en sera exclue et se transformera en Fédération des Mutuelles de France (**FMF**) qui finira par rejoindre la **FNMF** ensuite. Là aussi, où est la cohérence ?

En 1947, la **CGT** représente 59,30% des suffrages aux élections à la **Sécurité sociale** et 44,30% en 1962. La **CFTC** passera dans la même périodes 26,30% à 21%. La **CGT-FO** n'existant pas en 1947

au moment des élections sera à 14,70% en 1962. À la Caisse de prévoyance des personnels des Organismes sociaux et similaires (la **CPPOSS**, le personnel de la Sécurité sociale), en 1951, la **CGT** fera 30,80% des voix, la **CFTC** 31,80% et la **CGT-FO** 36,20%. Il y aura des modulations dans le temps, mais pendant très longtemps, on restera aux 3 tiers à 30%.

The times, they are changing

Comme le fond du sujet traité s'inscrit dans la ***Guerre Froide***, on voit bien que certains ne se sont guère réchauffés et qu'ils engrangent toujours la même analyse que naguère, c'est ce qui fait parfois le charme des souvenirs. Ils en sont restés au manichéisme de l'époque, pourtant les temps changent et la mort de **Staline** apaisera un peu les choses en allant vers la **Coexistence pacifiste,** qui entrainera des relations sociales plus pragmatiques et contractuelles.

La période disséquée va globalement de la **scission syndicale de 1947** à la fin de la **guerre d'Algérie** en passant par **l'affrontement Est-Ouest**, entré dans l'Histoire sous le nom de « ***Guerre Froide*** ». Le grand intérêt de l'ouvrage est de montrer que si la **CGT é**tait incontestablement « ***la Fille ainée du PCF*** », on ne saurait réduire l'analyse à cette simple équation. L'ouvrage détaille les accords, les oppositions, les changements que tout cela entraine.

On passera ainsi d'une période où le couple **PCF/CGT** s'impliquera dans la « *Production et la Reconstruction de la France* », produire c'est d'abord « *l'arme la plus élevée du devoir de classe* » et la « *grève est l'arme des trusts* » (**Thorez**), à une période où les **ministres PCF** seront expulsés du gouvernement et où se déclencheront des grèves pour la défense des intérêts des travailleurs, totalement hors du cadre de la **CGT,** qui ne contrôle plus grand-chose, et où les **Trotskystes** joueront un grand rôle, comme à **Renault**.

Les **comités d'entreprise** qui se mettent en place sont appelés à minimiser la question des intérêts ouvriers, pour participer à « *la bataille de la production* » et à lutter « *contre l'expansionnisme américain* ». Mais la nature des **CE** qui est « *de gérer* » font que les tensions sont vives avec l'appareil **CGT** qui dénonce de plus en plus « *l'esprit de collaboration de classes* ». Les effectifs **CGT** passent de 3 180 000 en 1948 à 1 950 000 en 1954, les élections professionnelles voient un net recul au profit de la **CFTC** et des non-syndiqués.

La **CGT-FO** sera à l'initiative de la grève du 25 novembre 1949, à laquelle la **CGT** sera-contrainte de participer en trainant les pieds. Cela débouchera sur l'obtention de la ***loi du 11 février 1950*** sur les Conventions collectives, sur la création du **SMIG** (Salaire minimum interprofessionnel garanti qui deviendra en 1968 le **SMIC** Salaire minimum interprofessionnel de croissance), sur le Droit de grève qui suspend, mais n'abolit pas le contrat de travail, et sur la reconnaissance irréfragable de la représentativité des Organisations syndicales.

Depuis longtemps l'**OIT** demandait l'application en France de la ***Convention 28***. Cette nouvelle loi ouvrait alors un grand champ de négociations contractuelles. Il fallait donc avoir des interlocuteurs syndicaux, d'où la question de la **représentation irréfragable** pour les « *stabiliser* ». La **CGT**, la **CGT-FO**, la **CFDT** et la **CGC** (uniquement pour les cadres) sont reconnues automatiquement « *représentatives* » et sans preuves à fournir, et aptes à négocier partout et à tous les niveaux.

La **CGT** est réticente à tout cela, car elle y voit la menace « *de la collobaration de classes* ». Elle appellera même à une grève générale en 1954 pour torpiller cette loi par la question d'un budget-type pour fixer l'évolution du **SMIG**. Cette grève sera un relatif échec et la question « *négociation ou pas* » restera latente jusqu'au moment où, en 1955, **Benoit Frachon** pèsera de tout son poids

pour contraindre la **CGT-Renault** à ratifier l'Accord d'entreprise obtenu par **FO**, où encore une fois, les militants « *Lutte de classes* » ont joué un certain rôle. Contrairement à la légende, **Renault** a plus souvent causé de problèmes au **PCF** qu'elle ne lui a apporté des solutions.

À partir de ce moment, la **CGT** ~~va~~ amorcera un tournant et s'insèrera progressivement dans les négociations et les accords d'entreprise. Elle retrouvera sa place dans les structures de concertation où le patronat, du fait de sa politique de dénonciation de la « *collaboration de classes* », l'avait évincée. Elle rentrera alors dans les signatures pour les retraites complémentaires et l'**UNEDIC** créant les **ASSEDIC** pour ne plus être hors-champ de la représentation sociale.

Au début des années 1950, la **CGT** est confrontée à une certaine remontée des conflits sociaux, elle doit donc se doter d'un programme d'action. Mais dans plusieurs secteurs confédéraux certains estiment que c'est largement insuffisant et qu'il faudrait se doter d'un programme économique, notamment **Pierre Le Brun**, ancien « *Confédéré* ». C'est le retour du « *Plan* » de 1935 du **Congrès CGT** promotionné par **Léon Jouhaux.** La **CGT,** encore unie en 1946, s'investit dans le **Conseil du Plan Monnet**. Mais en 1948, après le départ des ministres du **PCF**, ce qui était acceptable pour « *la Reconstruction de la France* » ne l'est plus. **Benoit Frachon** déclare : « *n'avoir aucune illusion sur la possibilité d'une planification de la production dans un régime où les puissances capitalistes, économiques et financières détiennent les postes de commande et dominent l'État*. » La messe était dite et demain, on rasera gratis.

Une ébauche de « *Plan économique* » est élaborée à partir de plusieurs notes et diffusé par le biais des Comités d'entreprise, mais tout cela ne mord pas vraiment. **Thorez** développe sa théorie de la « *paupérisation absolue* et *de guerre imminente* » qui est totalement contraire à toute idée de Plan, car elle implique une vision d'amélioration de la société.

L'affaire se complique, en 1954, car les tenants du ***Plan de la CGT*** déclarent que cela ne peut avancer qu'avec le soutien de forces démocratiques et si l'on ne reste pas uniquement sur le plan syndical. On entre dans l'ère mendésiste et la mise en place d'un « *Front démocratique et social* » est discutée entre **Guy Mollet** et **Léon Jouhaux**. De fait, le **PCF** est éjecté de cela et marginalisé. Quand **Pierre Le Brun** intervient au 29ème Congrès de la CGT pour en appeler au soutien des forces démocratiques (donc politiques), **Jeannette Thorez-Vermeersch**, entre en fureur, selon **André Barjonet** dans son ouvrage sur la **CGT**. C'en est bien fini du ***Plan de la CGT***.

Ridgway et les pigeons

Mais avant, il y eut la **Manifestation Ridgway** et « ***l'Affaire des pigeons*** ». Ces pigeons, retrouvés morts dans le coffre de la voiture de **Jacques Duclos**, dirigeant du **PCF**, présenté souvent, non sans raisons, comme l'homme de la ***Guépéou*** en France, étaient soupçonnés par la police d'être des pigeons voyageurs renseignant **Moscou**.

Quant à la manifestation Ridgway, elle avait été convoquée par le **Mouvement de la Paix**, avec les renforts de toute la galaxie du **PCF,** contre la venue du général américain **Matthew Ridgway**, responsable militaire US en Corée et accusé – injustement (**Nikita Khrouchtchev** en informera directement **Maurice Thorez** plus tard) – d'avoir utilisé des armes bactériologiques.

La manifestation fut d'une violence extrême et la répression fut très dure, avec des centaines d'arrestations, des emprisonnements de longue durée, qui décapiteront le **PCF** et la **CGT** dans de nombreux endroits. En riposte, la **CGT** appellera à des grèves qui seront aussi durement réprimées, avec à la clé des centaines de licenciements qui disloqueront l'appareil de la **CGT**.

Benoît Frachon, voisin de **Jacques Duclos** dans le même pavillon mitoyen, est recherché par la police et doit rentrer dans la clandestinité. Il réussira à quitter son domicile en se cachant sous le siège arrière de la voiture de **Duclos** qui sera arrêté plus tard. **Alain Le Léap**, Second Secrétaire général de la **CGT** (non « *communiste* » pour maintenir la fiction **Jouhaux/Frachon** d'avant 1947) est arrêté et fera un long séjour en prison. Le second poste de Secrétaire général de la **CGT** sera supprimé en 1957.

Les sièges des **Unions départementales** et des **Fédérations professionnelles** seront perquisitionnés en masse et pillés par la police « *aidée* » par quelques émeutiers. Il en est de même du siège de la **CGT** rue Lafayette, ce qui est une première depuis **Vichy**. 165 militants **CGT**, dont 50 délégués du personnel, sont licenciés chez **Renault**. Il y a des affrontements violents dans les ateliers à Billancourt avec les nervis du **RPF** de **de Gaulle**. La **CGT** dans cette entreprise perdra 10% aux élections professionnelles, disparaitra du deuxième collège (cadres, ingénieurs et agents de maîtrise) et ne détiendra plus le **Comité d'entreprise.** Les pertes électorales sont de même à l'**EDF** et à la **SNCF**.

Frachon marquera cependant son désaccord croissant sur « *la politisation* » des grèves ce qui fait que les **Renseignements Généraux** annoncent une prochaine « ***Affaire Frachon*** » tant les relations sont tendues avec la direction du **PCF**.

Ainsi, **Frachon** se montre réservé lors de l'éclatement de « ***l'Affaire Tillon-Marty*** » qui annonce une nouvelle purge. Il va même critiquer publiquement le nouveau culte de la personnalité incarné par **Aragon** et son poème en l'honneur du « ***Parti de Maurice Thorez*** ». Frachon privilégie la recherche de l'unité d'action mais cela la compromet. Au Comité central du **PCF** des 15/16 mai 1957, il s'en prend violement « *aux provocateurs trotskystes* » qui déclenchent des grèves. Il est vertement remis à sa place par **Thorez** qui lui demande de comprendre plutôt pourquoi ces grèves sont populaires.

Les Prêtres-Ouvriers

C'est largement oublié aujourd'hui, mais l'affaire des prêtres en bleu de travail a occupé la scène médiatico-syndicalo-politique pendant une longue période après la **Deuxième guerre mondiale**. L'origine en est la fameuse déclaration de **Maurice Thorez** du 17 avril 1936 : « *Nous te tendons la main, **catholique**, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques parce que tu es notre frère et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis. Nous te tendons la main, **volontaire national, ancien combattant devenu croix-de-feu**, parce que tu es un fils de notre peuple, que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption, parce que tu veux comme nous éviter que le pays ne glisse à la ruine et à la catastrophe* ».

Depuis ce temps, le **PCF** cherchait une alliance avec des secteurs de **l'Église catholique**, jetant ainsi aux orties toute la tradition anticléricale du **Mouvement ouvrier** et celle du Pacifisme antifasciste en tendant la main aussi aux membres de l'extrême-droite, les fascistes et sinistres **Croix-de-Feu** du **Colonel de La Rocque,** qu'il retrouvera en partie à partir de juin 1941 dans ***la Résistance***. Ce discours vaudra l'exclusion de **Maurice Thorez** de la **Libre Pensée prolétarienne**, pourtant totalement sous le contrôle du stalinisme au plan national comme au plan international.

Dans ***la Résistance***, cette orientation perdurera pour chercher qui un curé, qui un Croix-de -Feu, qui un patron pour encenser les vertus patriotiques du nationalisme le plus chauvin dans le cadre du « *Front national* ». En clair, tout ce qui était « *national était leur* ». Comme **l'Épiscopat catholique** avait collaboré de manière honteuse avec le **Régime de Vichy** cette « *divine surprise* » selon **Charles Maurras**, le **PCF** permit à quelques collaborateurs en soutane et notamment aussi à des membres du **RNP** de **Déat** de se recycler « *patriotiquement* » en rejoignant le **PCF**. Paris valant bien une messe, une virginité politique valait bien de prendre une carte « *communiste* » comme « ***certificat de Résistance*** ».

Concluant son étude intitulée "***Uriage, une communauté et une école dans la tourmente 1940-1945***" par ce constat, tiré de la "*Bible*" théorique de l'école "***Vers le style du XX^e^ siècle***", **Antoine Delestre** relève : "*Ainsi composée d'hommes aux professions les plus diverses, appartenant parfois aux formations politiques les plus opposées, l'ancienne équipe d'**Uriage**, certes éclatée, n'en demeure pas moins, après la guerre, appliquée à la même tâche : la restauration, la réfection du tissu social de la France, l'avènement d'un homme nouveau dans un monde nouveau.*" (p. 309).

L'effondrement de Vichy, la montée révolutionnaire de 1943-1944, l'héroïque résistance du peuple soviétique face aux divisions d'élite **SS** auront eu raison de cette chimère de **l'École des Cadres d'Uriage**.

Une dernière réunion se tient à Grenoble le 4 août 1945. À ceux qui, par tactique et moyen, militent déjà, ou proposent de faire entrer le **Groupe d'Uriage** - ou ce qu'il en reste - au **PCF**... **Hubert Beuve-Méry** rétorque : "*L''humanisme marxiste est contradictoire à l'humanisme chrétien et à l'humanisme d'Uriage, mais il peut y avoir et il y a certainement des garçons qui adhèrent au **PCF** sans adhérer à tous les points de la doctrine communiste...*" Approuvant **Beuve**, alias ***Sirius***, **Dunoyer de Segonzac**, qui reste dans l'histoire comme «*le vieux chef*», approuve : "*J'adhère à ce que vient de dire **Beuve***", précisant toutefois : "*Il faut rester soi-même*".

Toute l'orientation de pénétration et d'infiltration du mouvement ouvrier, et singulièrement des organisations dirigées par le **PCF** ou dans sa mouvance et sortie puissamment renforcée de la **Deuxième Guerre mondiale** - est ainsi très clairement fixée. Les catholiques de gauche renaissent des cendres du régime du vieux ***Maréchal***. Il fallait y penser...

La Thébaïde corporatiste d'Uriage va se disperser. **Benigno Caceres** et **Joffre Dumazedier** fondent l'Association populaire **Peuple et Culture** qui va cerner le "*créneau*" énoncé ci-dessus : **cathos de gauche et compagnons de route du stalinisme**. **Maurice Bouvier-Ajam** haute figure **d'Uriage** et théoricien du **Corporatisme** a été un économiste en vue du **PCF** à partir de 1946.

Sur cette base, le **PCF** décida de mener un travail de fraction au sein de l'**Église** pour mener des actions afin d'élargir son audience et de participer d'un désencerclement de l'**URSS** via le **Vatican**. L'**Église** laissa faire un moment car, pensait-elle, cela permettrait peut-être de faire fonctionner la courroie de transmission à l'envers : des ouvriers vers les prêtres, l'**Église** n'ayant jamais renoncé à « *évangéliser les pauvres* ».

C'est aussi pour cela que, faisant le constat que la **CFTC** se heurtait à sa nature confessionnelle pour recruter dans la classe ouvrière et élargir la masse catholique des croyants, l'**Épiscopat** soutiendra la manœuvre de mistigri de déconfessionnalisation de la **CFTC** pour la transformer en **CFDT** en 1964. Le **PCF**, entrainant la **CGT** dans cette manœuvre, lui fera donner le label « *ouvrier* » par le **Pacte d'Union syndicale** en 1966 entre la **CGT** et la **CFDT**, quand celle-ci se fera refuser une collaboration par le **Patronat**.

Dans mon analyse « ***Où va le Patronat ? Bilans et Perspectives* »,** parue dans le **Numéro 4** des ***Cahiers de l'Observatoire social de la Libre Pensée*** (téléchargeable gratuitement sur le site de la **Libre Pensée** : *https://www.calameo.com/read/003742301352c077df0aa)*, j'expliquais cela en détail, je vous y renvoie pour étude.

Le Pape **Pie XII** dans son radio-message du 4 septembre 1949 avait fixé la ligne : « *Il ne faut pas que le monde ouvrier soit la proie du matérialisme athée. On doit tout faire pour le conserver et le ramener à* ***Dieu*** *et au* ***Christ*** ». L'ouvrage commente : « *Les initiatives apostoliques, notamment celle de la* ***Mission de France*** *créée en* ***1941*** *sous l'impulsion du* ***cardinal Suhard****, archevêque de Paris (*l'un des plus « *collabos* » des collaborateurs au nouvel ordre hitlérien et vichyste, au point que **de Gaulle** lui interdira de dire le **Te Deum** à Notre-Dame pour ***la Libération de Paris -*** NDCE), *ou celle de la* ***Mission de Paris (1943****), autorisant ces prêtres à faire prévaloir leur nouvelle forme d'apostolat.*

*Rompant non seulement avec la figure traditionnelle des prêtres de paroisse, mais aussi celle des aumôniers d'****Action catholique****, ils ont cherché à être* « le levain dans la pâte », *du moins à être présent dans la classe ouvrière. Ils sont apparus* « comme la forme la plus neuve » *de la nébuleuse du* ***progressisme chrétien****, s'inscrivant dans une démarche de renouveau théologique autour des pères* ***Chenu, Congar, de Lubac****, dont la pensée les a conduits à vouloir incarner la condition ouvrière (****Théologie de l'Incarnation****).* »

Le premier prêtre-ouvrier (**PO)** qui va devenir permanent **CGT** est **Henri Barreau** à la **CGT-Métaux** de la Seine en 1951. **Benoît Frachon** le saluera à la fin du Congrès de l'**USTM** comme « *le symbole de l'unité de la classe ouvrière* », pas moins, il ne se mouchait pas du coude. Les **PO** servent à tout, y compris les basses œuvres. L'ouvrage raconte l'exemple d'un **PO** de la **CGT** qui adhère à la **CFTC** de l'usine **SNECMA**, pour faire « *un travail d'unité d'action* » avec la **CGT**, qui se réalise comme par miracle.

Au Congrès confédéral de 1955, **Benoît Frachon** est obligé de constater que sa volonté « *unitaire* » vis-à-vis de **FO** se heurte au mur du refus et que l'unité d'action est plus souvent réalisée avec la **CFTC**, il lui faut donc instrumentaliser celle-ci pour en faire un *go-between* et essayer d'arrimer **FO,** et les **Prêtres-Ouvriers** peuvent être utiles pour cela**.**

La **SFIO**, à partir de 1947, va interdire à ses militants (souvent sans succès) d'adhérer à la **CGT**. Son recrutement dans la Fonction publique n'est guère reluisant ; alors la **CGT** va se tourner essentiellement vers « *les militants de sensibilité chrétienne* ». Faute de grives, on se contente parfois de merles.

Mais la vie est parfois compliquée. En 1953 ***l'Humanité,*** journal du **PCF,** publie un appel de « *militants ouvriers chrétiens* » qui dénoncent la « *malhonnêteté* » de **Gaston Tessier**, Président de la **CFTC**, appel signé par 18 **Prêtres-Ouvriers**. Celui-ci attaque l'***Humanité*** devant les tribunaux civils où elle est condamnée, et les 18 **PO** devant les Tribunaux ecclésiastiques compétents où ils sont condamnés. **Suhard** n'avait pas tendu la joue gauche.

Le travail de fraction du **PCF** dans l'**Église** eut un certain succès, il était surtout basé sur la question de la Paix, au point que cela commençait à faire nombre. Alors, le **PCF** commit une erreur en ayant trop faim d'hosties. Il mit les prêtres ouvriers (**PO**) sur la ligne de revendiquer auprès du **Vatican** qu'ils soient regroupés, au sein de l'**Église,** dans une seule **Congrégation**, directement rattachée à celui-ci comme une « *prélature personnelle* », comme le fit beaucoup plus tard **Jean-Paul II** pour **l'Opus Deï**.

La difficulté était que les **PO** étaient de natures différentes, certains étaient « *séculiers* » dépendant des **paroisses** et d'autres « *réguliers* » dépendant d'un **Ordre** et ceux-ci l'étaient dans différentes **Congrégations** qui s'opposaient sur plusieurs points importants. Le risque était grand que la « *quantité* » devienne « *qualité* » et que les « *agents de Moscou* » pèsent d'un plus grand poids, étant regroupés dans une structure verticale directement relié au **Vatican** donc ayant des représentations au plus niveau du **Latran**. Ce risque fit que la **Curie** y mettra bon ordre en 1954 en décidant que le **Prêtre-Ouvrier** dépendra obligatoirement désormais de son diocèse sous l'autorité de l'Évêque.

La verticalité revendiquée fut liquidée rapidement par l'horizontalité appliquée, empêchant ainsi les **PO** de se regrouper de manière indépendante. Ils ne devaient pas travailler plus de trois heures par jour avec interdiction de se syndiquer. Et depuis 1949, du fait de son décès, ils avaient perdu le soutien du **cardinal Suhard**. Cela en était bien fini de l'aventure et tout cela disparaitra de sa belle mort. Devenant une espèce en voie de disparition, les **PO** rentrèrent dans le rang pour certains, d'autres se sécularisèrent totalement en reniant leurs vœux, se mariant et fondant famille.

Il ne resta qu'une chose de tout cela : la tradition d'avoir un **Prêtre-Ouvrier** au **Bureau Confédéral** de la **CGT,** pour « *faire semblant* ». Mais la loi d'airain de la **baisse tendancielle du taux de curé** fit que, faute de curés, la **CGT** cherchera toujours à « *s'ouvrir aux croyants* » en donnant des places à aux militants de la ***Doctrine sociale de l'Église*** (**JOC, JEC, JAC**, etc.). On en voit encore les conséquences aujourd'hui au plus haut niveau de la **CGT,** même si elle s'en mord sans doute les doigts, puisque la maison-mère (**CFDT**) lui a tondu la laine sur le dos en devenant (propulsée par le **Capital** et les médias aux ordres) : « *la première organisation syndicale* ».

La Guerre d'Algérie

On a vu plus haut que sur la question de **l'Algérie,** il y avait des distorsions entre le **PCF** et la **CGT**. Pour y mettre bon ordre, l'appareil du **PCF** imposera à toute la galaxie des « *organisations amies* » un mot d'ordre : « *Paix en Algérie* » qui évitera d'aborder la question de l'Indépendance de **l'Algérie** et qui est sous-tendue par une conception qui ne pose pas le problème de la rupture avec l'ordre colonial et les départs des colons. Il s'agit simplement de « *faire la paix* » entre les colonisés et les colonisateurs. Personne n'est pour la guerre dans le **Mouvement ouvrier**, mais cela est une diversion. La **CGT** sera cantonnée à dire que la guerre coute cher et qu'elle est financée sur le dos

des travailleurs. Ce qui n'est pas faux, mais un peu juste et très insuffisant. C'est avant tout une guerre coloniale.

Belkaïd, dirigeant algérien de la **CGT** à Renault-Billancourt dira même : « *Au lieu d'amener les travailleurs à prendre position contre la* ***guerre d'Algérie*** *tout simplement parce que la guerre, surtout coloniale, se trouve en contradiction flagrante avec les principes de la classe ouvrière. Les travailleurs, face au problème, ont été habitués à prendre une position déterminée avant tout par intérêt. Puisque le slogan* « La guerre d'Algérie coûte cher » *passe le premier, ils sont appelés à lutter contre cette guerre parce qu'elle menace leur niveau de vie* ».

Le même **Belkaïd** était dans une contradiction intenable, alors que les **Nationalistes algériens** sont pour un syndicalisme « *algérien* » en France, il se prononce pour un seul syndicalisme dans la **CGT** au nom de « *l'unité de la classe ouvrière* ». Les partisans du **MNA** de **Messali Hadj** construisent l'**USTA** (Union syndicale des Travailleurs Algériens), ceux du **FLN** promeuvent l'**AGTA** (Association générale des Travailleurs algériens), mais les deux vont alors s'opposer au couple **PCF/CGT** et s'éloigner grandement. Ils ont la même position sur cet aspect que l'avait **Léon Trotsky** sur le « *Parti Noir* » aux **USA.** Cela aura des conséquences dans la **CGT** et dans les élections professionnelles où l'on verra au fur et à mesure un recul important à Renault, principale concentration de la main d'œuvre algérienne en France.

Quand le **MTLD** (Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques) en 1952 appelle à « *l'union des démocrates français et algériens* » pour protester contre l'assignation à résidence de **Messali Hadj**, la **CGT** est totalement muette. En retour, le 14 juillet 1953, le **MTLD** appelle les Algériens, les Marocains et les Tunisiens à se regrouper derrière ses banderoles, totalement à part de la **CGT** et du **PCF**, pour la libération de tous les détenus politiques, dont **Messali Hadj**, et pour le respect des libertés démocratiques.

Il y aura 6 militants algériens du **MTLD** et un syndicaliste **CGT** français assassinés par la police. La **CGT** est totalement absente de la solidarité. « *Le* ***PCI*** (Section française de la **IVème Internationale**), *comme des* « militants critiques du **PCF** », *souligne en revanche l'absence de* « solidarité active » *à l'endroit des ouvriers algériens* ». C'est la césure profonde entre le **MTLD** et la **CGT**. Pour autant, dans les entreprises, à la base, les seront maintenus dans l'action quotidienne pour les revendications et la **CGT** restera comme une grande école militante pour les Algériens. La scission **MNA/FLN** amenera aussi beaucoup de militants algériens à trouver dans la **CGT** un refuge pour s'abriter des affrontements sanglants.

« *En novembre 1954, sur la question algérienne tout au moins, la* ***CGT*** *n'apparait pas strictement comme* « la fille ainée du **Parti communiste** », *le constat valant plus encore à* ***Renault*** *où, selon* ***Claude Poperen****, la courroie de transmission fonctionnait alors à l'envers* ».

La **CGT** mettait plus en avant la formule « *Lutte légitime pour la libération nationale, mais qu'elle n'acceptait que rarement de poser en terme d'indépendance* »… « *Si la* ***CGT*** *rejeta officiellement tous les impérialismes, elle considéra cependant que l'influence de la classe ouvrière française conduite par la* ***CGT*** *pouvait offrir davantage de chances d'émancipation aux peuples colonisés par la* ***France*** *qu'un basculement dans une libération encadrée par les* ***États-Unis****. Le fait que la* ***CISL*** *soutienne l'émancipation des syndicats du* ***Tiers-Monde*** *vis-à-vis des syndicats des pays colonisateurs était loin de la rassurer. Il confirmait au contraire qu'un recul de l'influence française pourrait signifier un déplacement de ces pays vers le* ***camp atlantique****.* » C'était ***l'Union-Sacrée impériale*** sanctifiée par le **Drapeau tricolore** et la **Marseillaise** sous la coupe du **Capital « *national* ».**

Cette tactique de « *La Paix en..* » pour éviter la question de l'indépendance et la fin du colonialisme avait été expérimenté lors de la **Guerre d'Indochine** qui vit la mort de 100 000 militaires, 150 000 blessés et mutilés du côté français et 500 000 victimes du coté vietnamien, au cout exorbitant de 3 000 milliards d'anciens francs de 1946 à 1953 et de 711 milliards rien que pour l'année 1954 (selon ***la Vie Ouvrière***, organe confédéral). Il faut dire aussi que la répression fut grande contre les mouvements de grèves à Carmaux en 1948, dans la Fonction publique et le secteur nationalisé pour protester contre les mesures d'austérité pour financer la guerre comme en 1953 contre les ***décrets Laniel***.

Cette tactique de diversion est reprise aujourd'hui globalement par les mêmes, sur la question palestinienne. Ils promeuvent un accord « ***pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens*** ». Mettant à nouveau à égalité les colonisés et les colonisateurs, ils acceptent la **partition** et la **colonisation**, mais « *sans guerre* ». Oui mais, **Israël**, c'est la guerre en permanence et il n'y aura jamais de paix tant que les **Sionistes** seront aux commandes d'un État théocratique, réactionnaire et raciste. Et comme il est impossible que cela ne soit pas des **Sionistes** qui soient au pouvoir en **Israël**, ce sont des marchands d'illusions qui parlent de paix possible avec ces gens-là.

Pour ceux que cela intéresse, cette affirmation est démontrée avec forces arguments dans l'ouvrage de la **Libre Pensée** « ***Judéïcité, Laïcité et Libre Pensée*** ». Les seuls qui doivent avoir droit au chapitre sur la question de la **Palestine** sont celles et ceux issus des familles qui étaient sur place avant la ***Déclaration Balfour*** de 1917. **L'Algérie** et les « *Pieds-Noirs* » le montrent à l'évidence. Quand la violence et la barbarie sont consubstantielles à la colonisation, la « *paix* » est une chimère.

La question des fonctionnaires

La **Fédération Générale des Fonctionnaires** a été constituée en 1909, en conflit avec l'État pendant plus de 50 ans pour sa simple existence, car celui-ci ne pouvait tolérer son existence, en brandissant la théorie de la Séparation des Pouvoirs. Le fonctionnaire dépendant de l'Exécutif, il n'avait pas le droit de se syndiquer. Comme le déclarera plus tard **Michel Debré**, le « *Père* » de la **V^{ème} République** bonapartiste et réactionnaire : « *Le fonctionnaire est un homme de silence, il travaille, il sert, il se tait.* »

La **FGF** adhère à la **CGT** en 1920, d'où elle se retire pour préserver son indépendance en 1922 au moment de la scission **CGT/CGTU**. Seuls des syndicats de postiers et d'enseignants rejoindront la **CGTU**, mais aucun syndicat de fonctionnaires. Elle assortit son retour à la **CGT** en 1927 à la demande d'exclusion des petits syndicats combattifs qui vont alors constituer une **Fédération**

autonome et qui refuseront de rentrer dans le cadre de la réunification générale de la **CGT** en 1935, mais rejoindront la **CGT** en 1948 après la nouvelle scission. La vie n'est pas toujours un long fleuve tranquille.

Pour des raisons difficilement explicables, les relations entre les **Employés** et les **Fonctionnaires**, alors que leurs situations sont assez proches, ont toujours été mauvaises et ce, dans toutes les Confédérations et à toutes les époques. Comme le note l'ouvrage, les relations étaient meilleures entre **Fonctionnaires** des différentes Confédérations qu'avec les **Employés** des mêmes Confédérations. « *Les voies du Seigneur sont parfois impénétrables* ».

La FSM

L'ouvrage se termine sur la question internationale, là où tout a commencé. La **FSM** (Fédération Syndicale Mondiale, en anglais World federation of trade unions - **WFTU**) est créée à Paris en 1945. Elle regroupe l'ensemble des Organisations syndicales nationales. Dès le début de la Guerre froide, qui coïncide globalement avec la scission **CGT/CGT-FO**, les syndicats non-contrôlés par l'**URSS** la quittent et fondent la **CISL** (Confédération Internationale des Syndicats Libres). La **CGT** reste à la **FSM** et la **CGT-FO** rejoint la **CISL**. Le décor est planté pour longtemps.

Pour traiter des relations **CGT/FSM**, je reprendrai l'excellente formule de l'ouvrage à propos des relations avec **l'UNEF** sur les trois états de la matière : « *d'abord solide, ensuite liquide enfin gazeux* ». La **CGT** donnera beaucoup de ses moyens pour l'animer. Avant 1948, il y avait 51 français sur les 70 personnels qui étaient permanents.

Les deux organisations « *occidentales* » importantes sont la **CGT française** et la **CGIL italienne** qui, au point de départ, se ressemblent beaucoup. L'une est dirigée par le **PCF,** l'autre par le **PCI.** Mais les événements internationaux vont les éloigner de plus en plus : la rupture avec la Yougoslavie de **Tito**, qualifiée de « *fasciste* » par le **PCF** et la **CGT** (ce qui ne les empêchera pas de renouer en 1956), mais pas le **PCI** et la **CGIL**, la Hongrie, les Indépendances qui viennent dans le Tiers-Monde et les non-alignés de la **Conférence de Bandung** vont créer des organisations syndicales par continent (Arabe, Afrique et Asie) dans le cadre de la **CISA**. L'autre gros morceau sont les syndicats soviétiques.

Très rapidement, dès 1957, des différenciations s'opèreront entre la **CGT** et la **CGIL**, notamment sur les mœurs de fonctionnement internes très « *russes* » et surtout sur « *l'Europe* » qui se construit. En 1961, la **CGIL** demande une représentation permanente de la **FSM** à Bruxelles. La **CGIL** avait une forte composante socialiste qui poussait à l'unité européenne ; dans la **CGT**, on confiait à un « *non-communiste* » le secteur international, mais c'était une fiction, son encadrement était entièrement à la main du **PCF**. Il fallut le Printemps de Prague pour que les liens se distendent fortement entre la **CGT** et la **FSM**.

La **FSM** avait son siège au 32 rue Montholon à Paris 9ème, à deux pas du 26 qui deviendra celui de la **CFDT.** Le gouvernement français la dissout et l'expulse en 1951. La **FSM** va promouvoir les Unions internationales syndicales (**UIS**) comme outils d'influence soviétique contre les Secrétariats professionnels internationaux (**SPI)** qui avaient la faveur de la **CISL**. La **CGT** française avait une certaine densité dans la **FSM,** non pas du fait du nombre de cotisations versées, mais du fait des échanges de devises, par le biais de la fameuse banque soviétique « ***Banque pour les pays d'Europe du Nord*** ».

Dès sa création, la **FSM** se prononce contre le système colonial. Au moment des Indépendances en Afrique, la **CGT française** devient « *le secteur colonial* » de la **FSM**, on a pu voir plus haut sur

quelle orientation elle était, de fait. Après Prague qui fut une tension importante, le premier conflit puissant eut lieu en 1978 sur une question de représentation débouchant sur la rupture définitive en 1995. La **CGT** rejoindra la **CES** (Confédération européenne des Syndicats) en 1999, puis la **CSI** (Confédération Syndicale Internationale) en 2006. Il n'est pas sûr qu'elle ait vraiment gagné au change en termes d'indépendance et d'action.

En conclusion

Pour celles et ceux qui veulent connaitre **l'Histoire sociale** de notre pays et plus largement aussi au-delà des frontières, cet ouvrage est vraiment à recommander, il est très intéressant. Il est un excellent complément, sur un autre aspect, à celui sur la ***Naissance de la CGT-FO autour de Robert Bothereau***. Cela donne une vision plus globale et détaillée de l'Histoire d'un moment du **Syndicalisme ouvrier** en France, moment qui dure encore aujourd'hui et pour longtemps encore.

Christian Eyschen

La CGT dans les années 50 par **Élyane Bressol, Michel Dreyfus, Joël Hedde et Michel Pigenet** - Presses Universitaires de Rennes - 487 pages – 23€